

Orphelins de Duplessis

Les **orphelins de Duplessis** est le nom donné à des milliers d'enfants orphelins qui ont faussement été déclarés malades mentaux par le gouvernement du Québec et confinés dans des institutions psychiatriques entre 1940 et 1970. On considère que c'est le cas le plus important de maltraitance d'enfants dans l'histoire du Canada. Tous ces orphelins seront baptisés *orphelins de Duplessis* car cela coïncide avec l'époque où Maurice Duplessis était premier ministre du Québec. À plusieurs reprises, des enfants, qui ont été enlevés de leur mère célibataire, ont été battus, agressés sexuellement et même tués, à la suite d'un massacre.

Description

Les orphelinats et les écoles étaient sous la responsabilité du gouvernement provincial. Dans les années 1940, alors que le Premier ministre du Québec était Maurice Duplessis et jusque dans les années 1960, le gouvernement du Québec, en coopération avec l'Église catholique romaine qui gérait les orphelinats, a développé une stratégie pour obtenir des subventions fédérales pour des milliers d'enfants, dont la plupart étaient devenus orphelins en étant abandonnés de leurs mères célibataires. Dans certains cas, les orphelinats catholiques ont été reclassifiés comme des institutions de soins de santé ; dans d'autres, les enfants ont été déplacés vers des asiles exjstants. Parmi les institutions visées, mentionnons Mont-Providence (Hôpital Rivière-des-Prairies)¹, Baie-St-Paul², Huberdeau³, St-Jean-de-Dieu (Hôpital Louis-H.-Lafontaine)⁴, St-Michel-Archange (Centre hospitalier Robert-Giffard, puis l'Institut universitaire en santé mentale de Québec)⁵, et St-Julien de Ferdinand d'Halifax^{6,7},et l'institut Doréa, Franklin,Québec,Canada.

Dans les années qui suivirent, longtemps après la fermeture de ces institutions, les enfants devenus adultes commencèrent à dénoncer les mauvais traitements et les abus sexuels qu'ils enduraient aux mains des prêtres, des sœurs et des administrateurs catholiques. Rappelant les abus par les Couvents de la Madeleine, les orphelins de Duplessis affirment qu'ils étaient réduits à l'esclavage et assujettis à des abus physiques extrêmes pour des écarts de comportement.

Dans les années 1990, il restait environ 3 000 survivants et un groupe important s'est formé, lançant une campagne pour obtenir justice. Ils se sont donné le nom d'*Orphelins de Duplessis*. En plus de la responsabilité du gouvernement et de l'Église, le Collège des médecins du Québec est ciblé après que certains des orphelins eurent trouvé des copies de leurs dossiers médicaux qui avaient été falsifiés⁸. Classifiés mentalement déficients, plusieurs de ces enfants furent assujettis à une variété de tests de médicaments et utilisés dans d'autres expériences médicales. Relâchés seulement lorsqu'ils eurent atteint la majorité, ils étaient sans éducation et mal préparés à la vie d'adulte. Le suicide n'était pas rare; tourmentés par leur traitement, le crime et d'autres comportements dysfonctionnels étaient répandus parmi le groupe.

L'un des portes-parole du groupe auprès du Gouvernement du Québec fut l'écrivain et poète Bruno Roy. Au début, le gouvernement du Québec refusa leurs demandes de justice, mais après qu'ils eurent commencé à s'attirer une large publicité, en mars 1999, le gouvernement péquiste, après cinq ans au pouvoir, fit des excuses publiques⁹ et une offre symbolique d'environ 1 000 \$CAD en guise de compensation pour chacune des victimes. L'offre fut rejetée, et le gouvernement sévèrement critiqué par le public. Le protecteur du citoyen, Daniel Jacoby, déclara que le gouvernement avait banalisé les abus allégués par les victimes dans sa façon de gérer le dossier. Néanmoins, le gouvernement québécois de Lucien Bouchard refusa toujours de tenir une enquête et faire toute la lumière sur le scandale.

En 2001, les Orphelins reçoivent une offre de la part du gouvernement de Bernard Landry (Parti québécois) pour une compensation fixe de 10 000 \$CAD par personne, plus 1 000 \$CAD pour chaque année d'incarcération injuste dans une institution psychiatrique. L'offre montait donc à environ 25 000 \$CAD par orphelin; elle était toutefois limitée aux 1 100 orphelins survivants que le gouvernement avait déclaré déficients mentaux, n'incluant pas de compensation pour les victimes d'abus sexuels ou d'autres formes d'abus. Ayant peu de choix, l'offre fut acceptée par ceux auxquels elle s'appliquait, tandis que les autres ne reçurent rien¹⁰. Bien des gens soutiennent toujours que justice n'a pas été faite et qu'une infraction criminelle est restée impunie.

En 1942, l'Assemblée législative du Québec adoptait une loi permettant à l'Église catholique romaine de vendre la dépouille non revendiquée de tout orphelin à une école médicale. Cette pratique de vente des cadavres d'orphelins a perduré jusque dans les années 1960. En 2004, des membres des Orphelins de Duplessis demandèrent au gouvernement du Québec d'exhumer un cimetière à l'abandon dans l'est de Montréal, où ils croyaient trouver les dépouilles d'orphelins qui auraient pu être les objets d'expériences médicales. Selon des témoignages d'individus qui étaient à l'institution psychiatrique Cité de Saint-Jean de Dieu (aujourd'hui l'Institut universitaire en santé mentale de Montréal), les orphelins servaient souvent de cobayes aux expériences, et plusieurs en moururent. Le groupe souhaite que le gouvernement exhume les cadavres aux fins d'autopsie¹¹.

L'espérance de vie des orphelins de Duplessis se situe bien en dessous de la moyenne nationale. En 2010, La Presse Canadienne estime qu'uniquement 300 à 400 des orphelins de Duplessis sont toujours vivants¹².

Liens externes

- Le site officiel des Orphelins de Duplessis (http://copernik.free.fr/)
- Orphelins de Duplessis, enfants d'asile* (http://archives.radio-canada.ca/IDD-0-13-1606/desastres_tragedies/orphelins_duplessis/), Radio-Canada. Date de diffusion : 24 janvier 1993
- Orphelins de Duplessis: Bruno Roy dénonce la conspiration de l'Église et de l'État (http://archives.radio-canada.ca/societe/criminalite_justice/clips/11042/). Date de diffusion : 27 avril 1994
- Le Comité des orphelins et des orphelines institutionnalisés de Duplessis (COOID) (http://orphelin.users2.50megs.com/accueil.html)
- Le Mouvement Retrouvailles (http://www.mouvement-retrouvailles.qc.ca/)

Bibliographie et autres médias

Livres

- Baugé-Prévost, Jacques, *Plaidoyer d'un ex-orphelin réprouvé de Duplessis*, Éditions Québecor, Outremont, 1999, 219 pages.
- Dufour, Rose, en collaboration avec Brigitte Garneau, *Naître rien: des orphelins de Duplessis, de la crèche à l'asile*, Éditions MultiMondes, Sainte-Foy, 2002, 324 pages.
- Labrosse, Jean-Guy, *Ma chienne de vie*, Les Éditions du Jour, Montréal, 1964, 141 pages.
- Labrosse, Jean-Guy, *L'holocauste des orphelins: sous le régime Duplessis, Édition J.-G. Labrosse, Québec, 1983, 198 pages.*
- Jean-Charles Pagé, “Les fous crient au secours” 1961
- Pauline Gill, *Les Enfants de Duplessis: l'histoire vraie d'Alice Quinton, orpheline enfermée dans un asile à l'âge de 7 ans*, Libre Expressions, Montréal, 1991, 271 pages (réédité en 2004, 385 pages).
- Le Protecteur du citoyen, *Les “Enfants de Duplessis” : à l'heure de la solidarité : document de réflexion et de consultation pour fins de décision*, Le Protecteur du citoyen, Assemblée nationale, Sainte-Foy, 1997, 64 pages.
- Roy, Bruno, *Les calepins de Julien*, XYZ éditeur, Montréal, 1998, 355 pages.
- Roy, Bruno, *Les heures sauvage*, XYZ éditeur, Montréal, 2001, 177 pages.
- Vienneau, Rod, *Les enfants de la grande noirceur: les orphelins de Duplessis: révélations chocs par la Commission pour les victimes de crimes contre l'humanité dans le dossier des orphelins de Duplessis*, Édition R. Vienneau, Joliette, 2008, 251 pages.

Ressource électronique

- Emploi et Solidarité sociale (gouvernement du Québec), Le programme national de réconciliation avec les orphelins de Duplessis ayant fréquenté certaines institutions (http://collections.banq.qc.ca/ark:/52327/bs38615), 2007.

Films et télééries

- Les orphelins de Duplessis*, télé série en quatre épisodes, Production Télé-Action, Diffusion Société Radio-Canada, 1997.
- Nestor et les oubliés/Nestor and Forgotten*, réalisation Benoît Pilon, Films Seville, 2007, 75 minutes.

Romans

- Le Syndrome E* de Franck Thilliez (2010)

Notes et références

- ↑ Le Mont-Providence était dirigé par la communauté des Sœurs de la Charité de la Providence et était situé au 7200, boulevard Gouin est à Montréal. Vendu au gouvernement du Québec en 1969, l'immeuble est devenu l'Hôpital Rivière-des-Prairies.
- ↑ L'Hôpital Saint-Anne de Baie-Saint-Paul.
- ↑ L'Orphelinat Notre-Dame de la Merci d'Huberdeau était situé dans la municipalité d'Huberdeau dans les Laurentides.
- ↑ L'Hôpital Saint-Jean-de-Dieu est devenu l'Hôpital Louis-H.-Lafontaine et il est situé à Montréal.
- ↑ L'Hôpital St-Michel-Archange est devenue le Centre hospitalier Robert-Giffard et il est situé dans la ville de Québec.
- ↑ L'Hôpital Saint-Julien est situé dans la municipalité de Saint-Ferdinand.
- ↑ Source: Le Protecteur du Citoyen (Daniel Jacoby), document *Les « enfants de Duplessis » : à l'heure de la solidarité*, Sainte-Foy, 22 janvier 1997.
- ↑ Encore à ce jour, plusieurs orphelins de Duplessis n'ont pas réussi à obtenir copie de leurs dossiers médicaux conservés chez des communautés religieuses.
- ↑ Le Premier ministre du Québec s’est excusé auprès des Orphelins de Duplessis mais en s’excusant M. Bouchard réduisait toute la tragédie des orphelins de Duplessis à de simples "gestes et attitudes inadmissibles".
- ↑ C'est uniquement les orphelins ayant été internés dans certaines institutions couvrant une certaine période qui reçurent une compensation. Les autres orphelins, par exemple ceux qui furent exploités comme main-d'œuvre agricole toute leur enfance sans recevoir d'instruction, n'ont reçu aucune compensation.
- ↑ Tiré du site L'adoption au Québec: le droit de savoir (http://pages.infinet.net/orions/) : extrait de la lettre au ministère de la Justice datée du 4 juin 1999 (http://pages.infinet.net/orions/d-e_correspondance_francaise/ministere_de_la_justice/c1999jun04_ministere_justice.htm): Le drame des Orphelins de Duplessis a pris un tournant des plus sombres avec la découverte récente d’un charnier sur un terrain appartenant à la Société des Alcools du Québec situé à proximité de l’ancien hôpital St-Jean-de-Dieu. Le Journal de Montréal dans son édition du 11 mai 1999 écrit que certains corps seraient ceux de mineurs victimes de sévices, et parmi ceux-ci il y aurait des Orphelins de Duplessis. Ces corps auraient été enterrés sans tombe les uns sur les autres et, ce qui est plus grave, sans enquête indépendante sur les causes du décès. En effet, il faut savoir que le service de police des Sœurs de la Providence était en enquête sur les décès survenus sur les terrains de St-Jean-de-Dieu car ce territoire constituait à l’époque une municipalité distincte de Montréal. La vente de ces terrains à la S.A.Q. aurait enrichi les Sœurs de la Providence de 4,9 millions de dollars dans les années 1970. Dans l’acte de vente, signale le journaliste Laurent Soumis, les Sœurs de la Providence "ont pris soin de se dégager de toute responsabilité quant au contenu du sous-sol". Le même journaliste, dans l’édition du lendemain, rapporte que: "En fin d’après-midi, la S.A.Q. soutenait encore n’avoir jamais trouvé de restes sur son terrain. Mais confrontée aux faits, la société d’État a modifié sa version". De plus un procès datant de 1975 soulève des incohérences entre la taille réelle de ce qui était connu à l’époque comme le cimetière de la "soue à cochons", le nombre de cadavres déterrés lors de la fermeture du cimetière en 1967 et les documents officiels des Sœurs de la Providence. Je trouve inquiétant que le gouvernement n’aie pas encore réagi officiellement à toutes ces allégations. Je tiens à vous signaler que Monsieur Bouchard lui-même nous apprend dans son autobiographie qu’il a représenté certaines communautés religieuses lors de la vente de leurs terrains et immeubles dans les années ’70 ce qui soulève un doute raisonnable quant à son impartialité dans ce dossier. M. Soumis relève de nombreux autres faits troublants dans une série d’articles qui ont suivi son article initial du 11 mai.
- ↑ Scandale sexuel - Les orphelins de Duplessis dénoncent l'inertie de l'Église et exigent ses excuses publiques (http://www.ledevoir.com/societe/ethique-et-religion/286394/scandale-sexuel-les-orphelins-de-duplessis-denoncent-l-inertie-de-l-eglise-et-exigent-ses-excuses-publiques) Le Devoir, 3 avril 2010.

Ce document provient de « https://fr.wikipedia.org/w/index.php?title=Orphelins_de_Duplessis&oldid=117806454 ».

Dernière modification de cette page le 17 août 2015 à 21:09.
Droit d'auteur : les textes sont disponibles sous licence Creative Commons paternité partage à l’identique ; d’autres conditions peuvent s’appliquer. Voyez les conditions d’utilisation pour plus de détails, ainsi que les crédits graphiques. En cas de réutilisation des textes de cette page, voyez comment citer les auteurs et mentionner la licence.
Wikipedia® est une marque déposée de la Wikimedia Foundation, Inc., organisation de bienfaisance régie par le paragraphe 501(c)(3) du code fiscal des États-Unis.

Sommaire

- Description
- Liens externes
- Bibliographie et autres médias
 - Livres
 - Ressource électronique
 - Films et télééries
 - Romans
- Notes et références